

La Colombie : une seconde chance compromise

Woody Edson Loudor

Number 823, Winter 2023–2024

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/103577ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Loudor, W. E. (2023). La Colombie : une seconde chance compromise. *Relations*, (823), 52–55.



LA COLOMBIE : UNE SECONDE CHANCE COMPROMISE

...

Plus d'un an après l'investiture, le 7 août 2022, de Gustavo Francisco Petro Urrego, premier président de gauche du pays, les défis auxquels il se confronte sont de plus en plus complexes. La seconde chance promise au peuple colombien par le nouveau gouvernement tarde à se concrétiser.

Wooldy Edson Louidor

L'auteur, d'origine colombienne, est professeur, chercheur et directeur du programme de maîtrise en Études critiques des migrations contemporaines à la Pontificia Universidad Javeriana à Bogotá, en Colombie

En dépit des retards importants dans l'application des accords de paix signés entre les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) et l'ex-président Juan Manuel Santos, qui sont entrés en vigueur le 24 novembre 2016, la paix reste et demeure l'objectif central pour ce que j'appellerai dans cet article la Colombie post-accord. Cette paix — que la nouvelle administration Petro-Márquez aspire à convertir en un projet de « paix totale » en essayant d'y inclure d'autres acteurs armés, dont la guérilla Armée de libération nationale (ELN) — peine encore à se frayer un chemin dans le pays, en raison notamment des actions de secteurs habitués à la guerre qui continuent de semer l'hostilité sur les territoires et, aussi, dans les esprits.

L'hostilité déployée dans la Colombie post-accord prend de nouvelles formes violentes, orchestrées de manière singulière par des acteurs spécifiques nationaux et transnationaux. Par exemple, même sous le nouveau gouvernement, les assassinats de leaders sociaux et environnementaux — une pratique très répandue dans le pays depuis la signature des accords de paix — restent nombreux. « Au moins 215 militants communautaires, syndicaux et des droits humains ont été tués en 2022 en Colombie, un chiffre record depuis le début de la comptabilisation de ce type d'incidents en 2016 », rapporte le Défenseur du peuple Carlos Camargo. Les trois principaux responsables pointés du doigt sont les guérillas toujours en armes, les trafiquants de drogue et des agents de l'État, surtout ceux qui font partie du lourd héritage de la connivence macabre des anciens gouvernements avec des groupes paramilitaires. Le plus connu est sans nul doute Autodefensas Unidas de Colombia, fondé en 1997 par les deux frères Castaño, Carlos et Vicente. Au plus fort de la guerre, ces groupes étaient utilisés, contre les guérillas et les communautés accusées de soutenir celles-ci, aussi bien par des factions de l'armée colombienne que par des

groupes économiques, des propriétaires latifundistes puissants et des trafiquants de drogue. Cependant, dans la Colombie post-accord, les structures armées illégales issues de ces groupes paramilitaires sont de plus en plus cooptées par le crime organisé, tant à l'échelle nationale que transnationale.

Combinant toutes les formes de trafic — de drogue, d'armes et de migrant-es, par exemple — et prenant de plus en plus d'ampleur en Amérique du Sud jusqu'en Amérique centrale, les forces du crime organisé transnational utilisent toutes les structures armées colombiennes, composées notamment des anciens membres des groupes paramilitaires et des guérillas démobilisées, pour contrôler des communautés et des territoires entiers. Cela inclut la frontière du pays avec le Panama où se trouve la jungle du Darién, réputée dangereuse, où transitent les migrant-es qui tentent de rejoindre les États-Unis en affrontant toutes sortes de menaces, dont des groupes criminels. La question migratoire devient ainsi de plus en plus cruciale en Colombie, point de passage de plus de 350 000 personnes migrantes seulement pour l'année en cours.

Ainsi, outre les problèmes d'ordre historique et structurel qui jalonnent l'histoire de la Colombie, tels que la violence sous toutes ses formes, les inégalités économiques et l'exclusion systématique de groupes sociaux et ethniques, dont les Noir-es ou les Afrocolombien-nes, les Autochtones et les paysan-nes, ce qui se passe actuellement au Darién et dans d'autres territoires ensanglantés par les assassinats de leaders sociaux s'ajoutent aux préoccupations. Cela sonne l'alerte quant aux dangers que pose une conjoncture de plus en plus complexe dans le pays.

Attaques contre le nouveau gouvernement

Depuis leur arrivée au pouvoir, la vice-présidente Francia Elena Márquez et le président Petro font face à un climat d'hostilité politique ponctué par des attaques racistes et judiciaires ourdies par des secteurs de l'opposition et des défenseurs du statu quo.

Márquez est la première vice-présidente noire du pays. D'origine paysanne et modeste, elle a rapidement été contrainte de mener une lutte acharnée contre les discriminations racistes visant à la dénigrer comme personne et à déprécier ses actions, par exemple la création de liens diplomatiques et culturels entre la Colombie et des pays africains. Des secteurs du pays, en particulier les médias et l'opposition politique, ont aussi dénoncé le prétendu gaspillage d'argent qu'occasionneraient les voyages qu'elle a réalisés en Afrique pour entrer en pourparlers avec des chefs d'État de ce continent, pourparlers jugés « peu stratégiques » par l'élite colombienne plutôt pro-étasunienne et pro-européenne.



Francia Márquez et Gustavo Petro lors de l'investiture de ce dernier à Bogotá, le 7 août 2022.
Photo : Casa Rosada, Presidencia de Argentina/Wikimedia Commons

De même, bien qu'elle ait dénoncé une tentative d'attentat contre elle et manifesté publiquement ses craintes pour sa sécurité, Márquez est sévèrement accusée par des parlementaires de l'opposition de dilapider les fonds publics lorsqu'elle utilise des hélicoptères de la police nationale colombienne pour effectuer des voyages dans plusieurs zones éloignées du pays, dont son département natal de Cauca.

La situation du président Petro est beaucoup plus grave, puisque les persécutions politiques dont il fait l'objet visent sa destitution, surtout depuis l'affaire impliquant son fils Nicolás Petro (actuellement en détention). Ce dernier est accusé d'avoir utilisé de l'argent du narcotraffic lors de la campagne présidentielle de son père, ce sur quoi la justice colombienne est en train de statuer. Cette menace contre le président réveille un fantôme du passé récent de la politique colombienne, car il faut rappeler que Petro a injustement été destitué de son poste de maire de la capitale du pays par le procureur général Alejandro Ordóñez, en décembre 2013, avant de pouvoir réintégrer son poste le 23 avril 2014 sur ordre du Tribunal supérieur de Bogotá.

Bref, il est clair que l'opposition politique ainsi que certains dirigeants proches de l'ancien président Iván Duque, qui se trouvent encore à la tête d'importantes institutions de l'État telles que le bureau du procureur général (Fiscalía General de la Nación), sans oublier des médias appartenant aux familles les plus riches du pays, font la guerre au nouveau gouvernement. Cela oblige Márquez et Petro à répondre presque quotidiennement aux attaques reçues, alors que le pays est confronté à de nombreux défis en matière sociale et économique, en plus de ceux liés à la concrétisation des accords de paix qui ont été mis sous le boisseau par le gouvernement antérieur.





En mai 2023, une chaîne de personnes migrantes passe de la Colombie au Panamá en traversant la jungle du Darién, dans l'espoir d'atteindre les États-Unis.
Photo : PC/The Associated Press/Ivan Valencia

Des attentes en suspens

La « seconde chance » que Petro, dans son discours d'investiture, a promise aux Colombiens « condamnés à l'impossible, au manque d'opportunités, à des NON catégoriques² », aux « lignées condamnées à cent ans de solitude³ », pour reprendre les mots du célèbre écrivain colombien Gabriel García Márquez, est pourtant très attendue par le peuple récemment libéré du joug de la guerre. Ses attentes d'un changement réel et en profondeur des structures sociales, économiques et politiques du pays sont grandes dans un contexte où les perspectives restent inquiétantes.

Le gouvernement Petro/Márquez a essayé de réaliser des avancées dans son programme en proposant des projets de réforme et, surtout, en opérant plusieurs remaniements ministériels, dont certains faits à grand fracas. Petro a créé un gouvernement de coalition, attribuant d'importants portefeuilles ministériels à plusieurs partis politiques, incluant ceux de droite. Par la suite, après avoir destitué des ministres qui avaient ouvertement critiqué ses projets de réforme, il en a aussi profité pour opérer des changements au sein d'institutions liées à la culture, à l'éducation, à la diplomatie et à l'égalité sociale, entre autres. Ces bouleversements internes ont miné ou, du moins, réduit ses capacités politiques, administratives et institutionnelles réelles de mettre en œuvre les principaux axes de son programme, puisqu'ils ont amené des représentant·es de partis politiques — surtout de droite — ayant perdu des portefeuilles à bloquer les initiatives du gouvernement au Parlement. Ces axes incluent la construction de la « paix totale », la lutte contre la drogue, l'avènement de la justice sociale et environnementale et la réalisation de multiples réformes sociales, dans les domaines de la santé, des pensions, des retraites, du travail et de l'éducation.

Malgré les difficultés, les membres de mouvements sociaux et politiques du pays qui ont porté Petro et Márquez au pouvoir lors du second tour de l'élection présidentielle, le 19 juin 2022, dont les jeunes, les personnes 2ELGBTQI+, les Autochtones, les Noir·es, les féministes, les artistes engagé·es et les militant·es de gauche et en faveur de la protection de l'environnement, restent solidaires du nouveau gouvernement. Ces personnes s'identifient à ces figures avec qui elles partagent souvent un sombre passé, ponctué par un demi-siècle de guerre. Petro est un ex-guérillero de l'ancienne guérilla urbaine marxiste M-19 (Mouvement du

Les attentes d'un changement réel et en profondeur des structures sociales, économiques et politiques du pays sont grandes.

19 avril), alors que Márquez est l'une des victimes (estimées à près de 10 millions) du déplacement forcé causé par le conflit interne qu'a connu le pays.

Une réalité migratoire complexe

L'un des grands enjeux pour la Colombie et, en particulier, pour le nouveau gouvernement, consiste à encourager les Colombien·nes à conserver l'espérance. Car le désespoir commence à se manifester de manière de plus en plus visible. Par exemple, selon un rapport du Centro de Recursos para el Análisis de Conflictos, le nombre de Colombien·nes ayant émigré a atteint un record en 2022, totalisant 547 000 personnes, soit 2,7 fois plus que la moyenne enregistrée (environ 200 000 par an) depuis 2012⁴. Ce rapport, qui croise les données tirées des deux organismes officiels, Migración Colombia et Departamento Administrativo Nacional de Estadística, montre que la majorité de ces Colombien·nes qui émigrent sont surtout des jeunes : 19 % sont des mineur·es (moins de 18 ans), 35 % ont entre 18 et 29 ans et 23 % ont entre 30 et 40 ans.

Cette augmentation exponentielle de l'émigration colombienne, majoritairement jeune, se reflète à la frontière mexicano-étasunienne. Par exemple, au cours du mois de mai de 2022 seulement, 19 040 Colombien·nes sur un total de 254 000 migrant·es ont tenté de traverser cette frontière à plusieurs points d'entrée pour se rendre aux États-Unis, selon le bureau de la U.S. Customs and Border Protection⁵.

Cette émigration colombienne peut être considérée comme l'une des conséquences de la dégradation généralisée des conditions de vie ayant été causée par la pandémie de COVID-19 dans le pays et, surtout, par le gouvernement de l'ex-président Iván Duque, très critiqué pour sa mauvaise gestion de la situation. Étrangement, elle n'a pas jusqu'ici attiré l'attention des autorités colombiennes, y compris de l'actuel gouvernement Petro/Márquez. Par exemple, Petro n'a pas pipé mot sur ce thème migratoire dans son discours d'investiture, alors qu'il a pourtant reçu peu avant, le 22 juillet 2022, une délégation de hauts fonctionnaires envoyés par le président Biden pour travailler avec son équipe de transition sur cette épineuse question.

La Colombie, en raison de sa position de pivot entre l'Amérique du Sud et l'Amérique centrale, joue un rôle important pour contenir les flux migratoires. Elle constitue un pays de transit pour des centaines de milliers de migrant·es originaires du Sud global,

dont les Caraïbes (Haïti et Cuba), l'Amérique du Sud et des pays extracontinentaux africains et asiatiques, qui cherchent par tous les moyens à rejoindre les États-Unis en traversant la jungle du Darién. Outre la frontière qu'ils partagent avec le Mexique, les États-Unis veulent ainsi à tout prix contrôler la frontière colombo-panaméenne afin de freiner plus en amont les flux se dirigeant vers le Nord. Sur le plan international, la question migratoire devient donc de plus en plus cruciale pour le nouveau gouvernement colombien.

Sur le plan intérieur, la situation n'est pas moins complexe, la Colombie étant aussi un pays de destination pour près de trois millions de personnes migrantes vénézuéliennes fuyant la crise généralisée. Elle est aussi un lieu de retour, depuis l'exil ou à la suite d'opérations de rapatriement, pour plus d'un demi-million de Colombien·nes et leurs descendant·es.

Petro et Márquez sont deux figures de la politique colombienne qui veulent décidément rompre avec un sombre passé national ponctué par un demi-siècle de guerre et par des contradictions historico-structurelles d'ordre racial, colonial, sexiste et classiste. Tous deux subissent constamment les attaques des forces sociales, médiatiques, économiques et politiques du statu quo. Cependant, les principaux mouvements sociaux du pays ont de plus en plus compris la nécessité de continuer à appuyer — par tous les moyens démocratiques et citoyens, y compris les manifestations de rue — le gouvernement et les multiples réformes si attendues par le peuple. Ainsi, la seconde chance promise par le nouveau gouvernement tente d'exister entre des attaques oligarchiques et la résistance populaire. ■

1— Agence France-Press, « Record d'assassinats de leaders sociaux en 2022 », *Tribune de Genève*, 23 janvier 2023.

2— Voir « Extraits du discours de Gustavo Petro à Bogotá le dimanche 7 août 2022 », *Nouveaux espaces latins*, 18 août 2022 [en ligne].

3— Lire la dernière phrase du roman de Gabriel García Márquez, *Cent ans de solitude*, Paris, Seuil, 1968.

4— Lire « Récord : en 2022 salieron del país más de 500 mil colombianos », *El nuevo Siglo*, 20 février 2023.

5— « El drama de los colombianos que buscan llegar de manera ilegal a Estados Unidos », *El País*, 18 juin 2022.